

Bernard MAZON

Menuisier
Ancien piisonnier de guerre 1939-1945
Conseiller municipal de Bordeaux
Ex Vice-Président de la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

OUVRIERES, OUVRIERS,

TRAVAILLEURS, REPUBLICAINS,

LAIQUES, DEMOCRATES,

Vous allez voter le 23 novembre pour désigner votre député au Parlement.

Dans quelles conditions ? Et quels sont les hommes qui se présentent à vos suffrages ? Et pour faire quelle politique ?

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. La crise économique menace : à Bordeaux, près de mille licenciements dans les derniers jours d'octobre pour treize entreprises, réductions d'horaires, chômage partiel frappent les travailleurs. La mise en application du Marché commun, approuvé par Chaban-Delmas aggravera encore cette situation.

En Algérie la guerre s'éternise.

Mais les profits des grandes sociétés capitalistes s'accumulent. Depuis dix ans, la production par ouvrier s'est accrue de 40 %. Le pouvoir d'achat des salariés a, néanmoins, baissé !

Ce sont les conséquences de la politique menée en France depuis douze ans et que vous condamnez justement.

DE GRANDS ESPOIRS ETAIENT NES AU LENDEMAIN DU 2 JANVIER 1956.

Près de douze millions d'électeurs s'étaient prononcés pour la paix en Algérie. Une majorité de gauche avait été élue qui pouvait réaliser un programme de progrès social et de paix.

Guy Mollet refusa de former un gouvernement à l'image de cette majorité. Il préféra un gouvernement dit de « Front Républicain », avec le gaulliste Chaban-Delmas, l'homme du grand patronat et du fascisme.

Néanmoins, c'est avec l'appui décisif des voix communistes 'ont pu être votés les trois semaines de congés payés, le Fonds national vieillesse, la réduction des abattements de zones de salaires.

Comme en 1936, comme en 1946, l'union des communistes, des socialistes et de tous les républicains aurait permis d'améliorer le sort de la classe ouvrière et de faire cesser la guerre d'Algérie que Guy Mollet qualifiait « d'imbécile et sans issue »..., avant les élections.

Violant leurs promesses électorales, les dirigeants socialistes Guy Mollet, Lacoste, approuvés par Le Floch et Guyon, députés de la Gironde, ont poursuivi et aggravé la guerre. Sous le couvert de l'anticommunisme, ils ont préféré s'allier à la réaction, aux défenseurs des capitalistes comme Pinay, plutôt qu'aux élus de la classe ouvrière.

Le peuple de France a été trahi par les députés S.F.I.O., amis de Marcacci, qui s'étaient fait élire sur un programme **« de paix, d'action et de mouvement en faveur du monde du travail »**. La réaction, les colonialistes ont pu continuer à pratiquer leur politique d'exploitation avec l'appui, le soutien, voire sous la direction des dirigeants socialistes.

Chaban-Delmas préparait le coup d'Alger où il plaça it Delbecque, membre de son cabinet militaire.

Ainsi, la division de la classe ouvrière, voulue par les dirigeants socialistes, la trahison de l'intérêt national par la bourgeoisie et ses alliés ont conduit à la rébellion militaire et fasciste du 13 mai et à la capitulation le 1er juin, d'une majorité de députés. La voie au pouvoir personnel était ouverte.

Depuis six mois, de Gaulle est au gouvernement, ayant entre ses mains tous les pouvoirs. Entouré de Guy Mollet, Pinay, Pflimlin, Soustelle, ayant pour directeur de cabinet,, le directeur de la banque Rostchild, le président du Conseil poursuit la même politique de guerre et de misère qui fait tant de mal à la France depuis douze ans. Mais les profits des grandes sociétés capitalistes s'accumulent !

POUR QUE CA CHANGE VRAIMENT...

Il faut une autre politique...

— Que celle de Chaban-Delma, tant de fois ministre dans les gouvernements de « faillis », un des ultras de la guerre en Algérie,

— Que celle du général CHASSIN, un autre « ultra » de la guerre d'Algérie comme il le fut hier en Indochine, d'où il voulait bombarder la Chine à l'arme atomique;

— Que celle de LILLET, avocat « indépendant paysan », ami de Pinay, conseiller national de Vichy, ministre des finances, dont le nom est attaché aux néfastes effets d'une politique économique anti-ouvrière.

Mais sans leurs alliés, tel Guy Mollet, secrétaire général du Parti socialiste, que représente MARCACCI, ces hommes de la réaction n'auraient pas pu et ne pourraient pas poursuivre leur politique de vie chère et de guerre dont vous êtes victimes.

De Chaban-D[illegible]as à Marcacci, les candidats portent tous PERSONNELLEMENT ou avec leur Parti une lourde responsabilité dans les malheurs de notre peuple.

SEUL LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS est resté fidèle à ses engagements, seul, en tant que Parti il a lutté dans le pays et au Parlement pour le progrès social et la paix : ce qui est conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la nation.

Certes, nous considérons que la seule solution complète des problèmes qui se posent à notre pays, c'est le socialisme.

Cependant, il est possible, dès maintenant, malgré le rôle diminué de la prochaine Assemblée Nationale et le système électoral injuste qui réduira le nombre des représentants des travailleurs manuels et intelectuels, de dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires et d'œuvrer pour la réalisation d'

UN PROGRAMME DE JUSTICE SOCIALE ET DE SALUT NATIONAL

1 RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Re[illegible] à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise menacés par les monopoles.

2 PAIX EN ALGERIE par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et av[illegible] mutuels.

3 POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4 REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5 GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6 RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution.

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion;

— par le contrôle du peuple sur ses élus;

— par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

ELECTRICES, ELECTEURS,

VOTER COMMUNISTE, C'EST VOTER EFFICACE !

Contre la réaction et ses alliés, donnez à un groupe communiste important à l'Assemblée Nationale, l'autorité de millions de voix.

— Il agira pour les libertés et les intérêts des travailleurs;

— Et jettera les bases du regroupement de tous les républicains.

POUR UNE VIE MEILLEURE;

POUR LA VICTOIRE DE LA REPUBLIQUE;

POUR L'AVENIR DE LA FRANCE;

VOTEZ ET FAITES VOTER POUR NOTRE CANDIDAT :

Bernard MAZON

REMPLAÇANT EVENTUEL :

MARIE BARON

Directrice d'école honoraire

Conseillère municipale de Bordeaux

VU : LE CANDIDAT

S.S.P.I. Saint-Hubert - Bordeaux